

ÉDITORIAL. ÉLECTIONS EUROPÉENNES : LENDEMAINS D'ÉLECTIONS DIFFICILES POUR LES PARTIS DE LA GRANDE COALITION EN ALLEMAGNE

Jérôme Vaillant

Association pour la connaissance de l'Allemagne d'aujourd'hui | « [Allemagne d'aujourd'hui](#) »

2019/2 N° 228 | pages 3 à 6

ISSN 0002-5712

ISBN 9782757425237

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-allemande-d-aujourd'hui-2019-2-page-3.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Association pour la connaissance de l'Allemagne d'aujourd'hui.

© Association pour la connaissance de l'Allemagne d'aujourd'hui. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.



Élections européennes : Lendemain d'élections difficiles pour les partis de la Grande coalition en Allemagne¹

On peut résumer en quelques mots les résultats des élections européennes en Allemagne : nette augmentation de la participation, forte poussée des Verts, claque pour les deux partis de la Grande coalition au pouvoir, plafonnement de l'extrême droite. Quelques jours seulement après les élections du 26 mai, de premières conséquences se

dessinent pour tous les partis qui tirent les premiers bilans et préparent l'avenir – un avenir à vrai dire incertain. Les électeurs ont fait leur choix en donnant dans l'ordre suivant la priorité à la protection du climat et de l'environnement, à la politique sociale, à la préservation de la paix et à la gestion de la crise migratoire². Un ordre de

Résultats des élections européennes du 26 mai 2019 en Allemagne.

	2019		2014		Diff. Avec 2014 en points %
	Nbre voix	%	Nbre voix	%	
Wahlberechtigte	61 574 137	-	61 998 824	-	-
Wähler	37 811 971	61,4	29 843 798	48,1	+13,3
Ungültige	422 740	1,1	488 706	1,6	-0,5
Gültige	37 389 231	98,9	29 355 092	98,4	+0,5
CDU	8 437 093	22,6	8 812 653	30,0	-7,5
SPD	5 914 953	15,8	8 003 628	27,3	-11,4
GRÜNE	7 675 584	20,5	3 139 274	10,7	+9,8
DIE LINKE	2 056 010	5,5	2 168 455	7,4	-1,9
AfD	4 103 453	11,0	2 070 014	7,1	+3,9
CSU	2 354 817	6,3	1 567 448	5,3	+1,0
FDP	2 028 353	5,4	986 841	3,4	+2,1
[...]					

Source : Bundeswahlleiter.de.

1. Reprise d'une contribution de l'auteur légèrement modifiée et augmentée de deux tableaux, parue dans *The conversation France* du 30 mai 2019: <http://theconversation.com/les-grandes-coalitions-ne-sont-plus-dans-l-air-du-temps-en-alle-magne-et-en-europe-118013>

2. <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/europawahl-analyse-wie-die-gruenen-auf-platz-zwei-geklettert-sind-a-1269410.html>

priorités qui montre que les problèmes migratoires ont perdu de leur acuité et que l'Europe comme projet de défense de la paix n'est plus aussi porteur que dans le passé.

Comme dans d'autres pays de l'Union européenne, la participation a notoirement augmenté : avec un taux de 61,4 %, soit 13,3 points de plus qu'en 2014, l'augmentation a été particulièrement forte en Allemagne³. En France, une augmentation de 7,7 points met le taux de participation à 50,12 %, soit quasiment au même niveau que celui de l'abstention. L'électorat allemand a, en un temps qui semblait dominé par l'euro-scepticisme, réagi par un regain d'engagement pour l'Europe, ce que le plafonnement du seul parti allemand clairement europhobe confirme : l'*Alternative pour l'Allemagne* progresse certes de 3,9 points par rapport à 2014 mais tous les analystes sont d'accord, dans le cas de l'AfD, pour mesurer son évolution non pas par rapport aux élections européennes de 2014 mais par rapport aux élections fédérales de septembre 2017 quand ce parti avait progressé de 7,9 points depuis les fédérales de 2013 et obtenu 12,6 % des voix. Avec 11 % des voix, il semble ne plus avoir de réserves disponibles, sa progression apparaît de plus en plus résistible, ce qui est particulièrement remarquable vu que ce parti s'est, à l'origine, constitué contre l'Union européenne et l'Euro. On notera que l'un de ses deux présidents, Jörg Meuthen, également tête de liste aux Européennes, ne se propose plus de quitter l'Union mais seulement de la « réparer »⁴, une évolution qui n'est pas sans rappeler celle de la Lega au pouvoir en Italie ou du RN en France. Les élections européennes confirment par contre le fort ancrage de l'AfD dans les Länder de l'Est où il est arrivé premier dans de nombreuses circonscriptions.

La poussée des Verts était annoncée : avec 20,5 % des suffrages ils doublent quasiment leur score de 2014 (10,7 %). Ils doivent leur succès à l'apport de voix venues principalement de l'électorat social-démocrate

(1 240 000) et chrétien-démocrate (1 110 000) et dans une moindre mesure de l'électorat des Libéraux et de La Gauche (Die Linke)⁵. Ils sont devenus le deuxième parti d'Allemagne, avec près de 5 points d'avance sur le parti social-démocrate (SPD). Sur la base d'un socle déjà solide acquis ces dernières années, les Verts ont sans aucun doute bénéficié de la prise de conscience par l'électorat jeune de l'urgence climatique mise en avant lors des nombreuses manifestations de rue de ces dernières semaines en Allemagne et dans le monde. Les électeurs de 18-24 ans ont voté à 34 % pour eux, ceux de 25 à 34 ans encore à 25 %. Ces statistiques font inversement apparaître les deux partis CDU-CSU et SPD comme des partis des vieilles générations. La tranche d'âge des 60-69 ans a voté à 33 % pour la CDU-CSU, les plus de 70 ans à 47 %, les chiffres correspondants étant pour le SPD de 20 et 24 %. L'âge moyen de leurs adhérents est de 60 ans quand il est seulement de 50 ans pour les Verts⁶, ce qui représente un âge déjà fort honorable et rappelle que l'adhésion à un parti dépend beaucoup de l'âge. Les Verts sont devenus aujourd'hui pleinement ce qu'on appelle en Allemagne un *Volkspartei*, c'est-à-dire un parti de rassemblement touchant toutes les couches sociales, il couvre également mieux que les autres partis tous les âges. Les deux grands partis, en premier le SPD peuvent se demander s'ils répondent encore à tous ces critères⁷.

Pour les partis de gouvernement que sont la CDU-CSU et le SPD les résultats obtenus aux élections européennes ne sont pas seulement amères, ils sont un des avertissements les plus sérieux qu'ils aient jamais reçus de l'électorat allemand. Avec 28,9 % des voix, la CDU-CSU reste certes le premier parti en Allemagne mais elle enregistre son plus bas score historique. À relever toutefois que la CDU perd 7,5 points par rapport aux élections de 2014

3. <https://www.bundeswahlleiter.de/europawahlen/2019/ergebnisse.html>

4. <https://www.ardmediathek.de/ard/player/Y3JpZDovL3N3ci5kZS9hZGxvZExMjI4NjU/>

5. <https://www.tagesschau.de/inland/waehlerwanderung-europawahl-101.html>

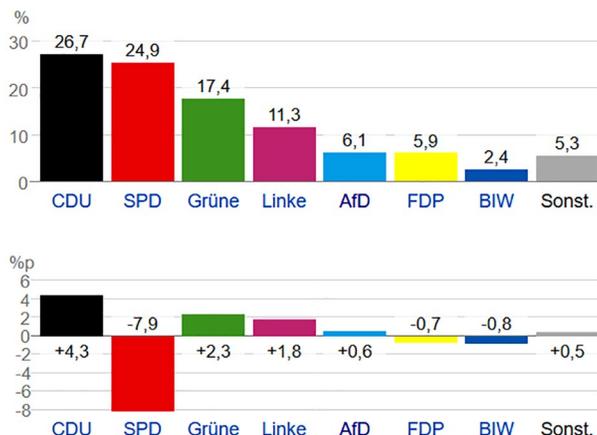
6. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/192255/umfrage/durchschnittsalter-inden-parteien/>

7. <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/europawahl-analyse-wie-die-gruenen-auf-platz-zwei-geklebert-sind-a-1269410.html>

Résultats des élections régionales à Brème le 26 mai 2019.

En haut : résultats définitifs provisoires en pourcentages de voix, publiés le 29 mai 2018⁹.

En bas : gains et pertes des partis par rapport aux élections de 2015.



Source : Statistisches Landesamt der freien Hansestadt Bremen.

quand la CDU enregistre un léger accroissement de 1 point comme si le changement à sa tête (élection récente à la présidence du parti de M. Söder en remplacement de H. Seehofer) lui avait donné un léger avantage sur la CDU auprès des électeurs. L'arrivée d'Annegret Kramp-Karrenbauer à la présidence de la CDU n'a manifestement pas eu le même effet. Au moins la CDU a-t-elle eu la satisfaction lors des élections régionales de Brème le même jour de damer le pion au SPD qui gouvernait depuis 73 ans cette ville-État de moins de 700 000 habitants (y compris Bremerhaven). Avec 26,7 % des voix contre 24,9 au SPD, elle croît de 4,3 points quand le SPD en perd 7,9⁸. Il reviendra aux Verts de décider de la coalition qui gouvernera la ville à l'avenir, une coalition CDU-Verts-FDP (la fameuse coalition aux couleurs de la Jamaïque qui n'a pas abouti au niveau fédéral après les élections de septembre 2017) ou une coalition SPD-Verts-La Gauche, l'enjeu n'étant pas que local. D'autres combinaisons restent possibles, une grande coalition serait arithmétiquement envisageable. Mais les grandes coalitions n'ont plus la cote ni à Brème, ni en Allemagne ni au Parlement européen.

En fin de campagne électorale la CDU a accumulé les maladroites quand elle est apparue incapable de réagir de façon adaptée aux vives critiques des réseaux sociaux, en particulier d'un *youtuber* de 26 ans, Rezo, appelant, dans un réquisitoire vu par des millions de personnes, à ne pas voter CDU-CSU ou SPD¹⁰. La réputation de la nouvelle présidente de la CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer, dont la réaction a été interprétée non sans raisons comme une atteinte déplacée à la liberté d'expression, s'en trouve entachée.

La claque est encore plus retentissante pour le SPD qui n'obtient que 15,8 % des suffrages, soit 11,4 points de moins qu'en 2014. Rien ne paraît pouvoir arrêter cette vertigineuse chute commencée après les élections fédérales de l'automne 2017. La position de sa présidente, Andrea Nahles,

9. Le mode de scrutin étant plutôt compliqué à Brème, le dépouillement a pris du temps, les résultats définitifs, à confirmer, n'ont été de ce fait publiés que 3 jours après le scrutin. L'électeur dispose de 5 voix et a, depuis 2011, la possibilité de panacher les listes et d'attribuer plusieurs de ses voix à un même candidat. Le bulletin de vote pour la ville de Brème comprend les listes présentées par tous les partis admis à concourir au scrutin et représentait plusieurs pages au format 16x24 !

10. <https://www.youtube.com/watch?v=4Y11ZQsyuSQ>

8. <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/buergerschaftswahl-bremen-alle-ergebnisse-a-1257635.html>

qui est en même temps cheffe du groupe parlementaire SPD au Bundestag, s'en est trouvée à ce point contestée que celle-ci a démissionné le 2 juin de ces deux fonctions, plongeant son parti dans un nouveau difficile débat de personnes.

L'affaiblissement politique des partis de la Grande coalition risque d'accroître la confrontation entre eux et de compromettre le travail du gouvernement fédéral voire sa survie – ce à quoi tient une chancelière bien embarrassée par cette nouvelle crise du SPD. On vit ainsi désormais en Allemagne d'une élection à l'autre en se demandant quelles en seront les conséquences pour l'avenir de ce qui fut dans le passé de grands partis populaires. La prochaine échéance est celle des élections régionales de l'automne dans trois Länder de l'Est, le Brandebourg, la Saxe et la Thuringe, dans lesquels l'AfD menace de leur ravir la première place. Dans ces trois Länder, l'AfD a réalisé les scores respectifs de 19,9 %, 25,3 % et 22,5 %¹¹.

Les élections européennes affaiblissent passablement la Grande coalition et la position de la chancelière dans le poker qui a commencé à Bruxelles sur la répartition des postes à pourvoir dans les instances européennes, dont ceux de la présidence de la Commission européenne et du Parlement européen, et plus important encore celui de la Présidence de la Banque centrale européenne. Lors de leur première réunion après les élections les chefs d'État et de gouvernement ont établi une méthode de travail et un calendrier¹² ; cela leur a permis d'éviter les questions qui fâchent et qui ont déjà donné lieu à des tensions franco-allemandes. L'Allemagne défend le principe du « Spitzenkandidat » et ce faisant, au moins

dans un premier temps, la candidature de Manfred Weber (CSU), à la présidence de la Commission en tant que tête de liste de la CDU-CSU et du PPE. Au nom de la France, E. Macron remet en cause le principe du « Spitzenkandidat » promu par le Parlement européen et favorisé par le traité de Lisbonne qui prévoit que pour proposer au Parlement européen un candidat à l'élection du Président de la Commission européenne les chefs d'État et de gouvernement doivent « tenir compte du résultat des élections ». E. Macron cherche inversement à rendre leur pouvoir de décision aux chefs d'État et de gouvernement et espère ainsi rebattre les cartes à son avantage alors que le mouvement « Renaissance » qu'il a vigoureusement soutenu cherche à former l'alliance qui au Parlement européen, au sein duquel les chrétiens-démocrates du PPE et le groupe des Socialistes et Démocrates (S&D) ont perdu leur majorité, lui permettra de favoriser le candidat de son choix. Il ne cache pas son hostilité à la candidature de Manfred Weber, tout « Spitzenkandidat » qu'il soit du premier groupe élu au Parlement européen, le PPE.

Tensions et rivalités entre la France et l'Allemagne font partie de leur quotidien. C'est dans l'ordre des choses entre États et cela peut ne pas porter à conséquence tant que subsiste chez l'un et l'autre pays la volonté de faire avancer, au-delà de leurs divergences d'intérêts, leur coopération au service de la construction européenne. Au delà de cette volonté politique, une des meilleures garanties reste en l'occurrence la base solide que constituent dans les deux pays les réseaux politiques, économiques, sociétaux et culturels existants.

– Jérôme VAILLANT –

11. https://www.bundeswahlleiter.de/europa_wahlen/2019/ergebnisse/bund-99/land-16.html

12. <https://bruessel-eu.diplo.de/eu-de/aktuelles/-/1354328>